

## SOMMAIRE

pages 1 à 2

► À la une : édito,  
« Votons CFDT ! »

pages 3 à 5

► Nos mandats  
- Compte-rendu national  
- Écrivez  
- Le CCIJP en chiffres

page 6

► L'affichette

pages 8 à 9

► Nos mandats :  
Compte-rendu pour la  
région Alsace

pages 10 à 11

► Quotidiens régionaux :  
digital first !

page 12

► - Les élections en pratique  
- Trois raisons de voter  
CFDT



© Jean-Claude Coutausse

## ÉDITORIAL

# VOTER POUR LA COMMISSION DE LA CARTE DE PRESSE : POUR QUOI FAIRE ?

**Parce que la carte de presse aide le journaliste dans son métier**

La carte de presse garantit l'accès à l'information, qu'on soit sur le terrain d'un fait divers en province, qu'on demande une accréditation à un ministère, qu'on veuille rentrer sur un terrain de foot ou qu'on ait

besoin de prouver son métier au consulat d'un pays en guerre.

En garantissant notre crédibilité, cette carte d'identité professionnelle rassure les sources et facilite donc leur accès.

*L'information  
en continu est sur :*  
**JOURNALISTES-CFDT.FR**

**Parce que la carte de presse protège le journaliste dans sa position de travailleur.**

Elle le protège vis-à-vis de son employeur. La détention de la carte implique une progression salariale au moins les deux premières années et facilite l'accès à la prime d'ancienneté dès 5 ans de carte. Elle aide à faire valoir la convention collective des journalistes qui protège notamment notre indépendance.

Enfin elle permet de trouver ou de retrouver du travail, car elle est exigée par l'immense majorité des médias, même si certains employeurs, rares mais de plus en plus nombreux, cherchent à contourner le droit, en voulant imposer d'autres statuts (auto-entrepreneurs, droits d'auteur), quitte à jouer de la menace (« C'est ça ou rien ») ou de la concurrence entre les confrères (« Il y en a plein qui attendent à la porte »).

**Parce que la commission qui la délivre a besoin de rester en phase avec la profession.**

Ce sont les élections des représentants journalistes - et la désignation des employeurs par leurs branches respectives - qui garantissent l'ancrage de la CCIJP dans la réalité de la profession. C'est la présence de ces professionnels qui permet d'apporter un regard averti sur tel cas repéré par les chargés de dossiers de la commission. C'est ainsi que la CFDT, par exemple, peut insister sur le caractère temporaire des difficultés d'un demandeur, et faire valoir une bienveillance pour permettre à cette personne de retrouver un niveau de revenu suffisant, ou un statut conforme au droit.

**Parce que cette institution témoigne que nous sommes des professionnels de l'information.**

En ces temps de marketing-roi et des fake news virales, faire reconnaître le professionnalisme paraît essentiel.

**Alors, cette année, votons !**

*Isabelle Bordes, élue CFDT à la CCIJP, Hakima Bounemoura, élue suppléante.*



© Stéphane Mattern

**MAYLIS : "LA CARTE DE PRESSE NOUS FACILITE LE TRAVAIL"**

«Franchement, je ne voyais pas bien l'intérêt de la carte de presse quand j'ai débuté dans ma radio locale, dans le sud Aquitaine. Sinon qu'il y avait pour commencer plein de papiers à remplir et d'attestations à fournir.

Et puis sont venus les manifestations à couvrir avec les policiers que ne me laissaient pas passer, les conférences de presse et déplacements du préfet ou des élus pour lesquels on devait donner notre numéro de carte, les visites d'entreprise également où la chargée de la com' a par mail la même exigence. Sans la carte, ce sont des attestations et des coups de fil à n'en plus finir. Avec, c'est plus simple. Et l'on est reconnu.

Également, posséder la carte m'a aidé à faire valoir mes droits avec l'employeur, par exemple pour l'application de la convention collective ou par rapport aux barèmes et autres grilles de salaires. Ou encore vis-à-vis de l'Urssaf ou de Pôle emploi pour mes périodes de chômage ou les arrêts-maladie. Ils nous prennent davantage au sérieux.

Alors, la carte de presse n'est ni inutile ni un privilège. C'est plutôt un outil de tous les jours afin de mieux faire ce métier de journaliste qui me plaît.»

**Maylis, journaliste en radio locale en Aquitaine**

**TROIS ANS DE MANDATS, ET DES MILLIERS DE DOSSIERS DÉFENDUS, CHACUN LEUR TOUR**



*Isabelle Bordes - Hakima Bounemoura*

**Pour le mandat 2015-2018 qui se termine, nous nous étions engagés pour un objectif à la commission : « Sécourir et faciliter le parcours des journalistes. » Autrement dit, faire preuve d'ouverture pour traiter les dossiers qui présentaient des difficultés d'ordre social (revenus très maigres, statut salarial bancal, etc). Et rester exigeants pour tout ce qui est contenu du poste (oui au journalisme, non à la communication, par exemple).**

**Des avancées**

Bien sûr, notre position de petit poucet, avec quatre élus en tout et pour tout, deux en première instance, deux en région, nous a obligés à une certaine modestie.

Mais nous pouvons nous réjouir d'avoir conduit nos débats en plénière vers une plus grande souplesse. Le seuil minimal de 500 euros de revenus, que nous préconisions lors de la campagne 2015, a fini par s'imposer dans nos échanges ; la considération des droits d'auteur comme rémunération acceptable à titre dérogatoire sur un an ou deux, aussi. De petites victoires, certes, mais qui ont permis à des consœurs et des confrères d'entrer dans la profession, ou de s'y maintenir, durant ces trois années passées.

**Accentuer l'ouverture**

Pour le nouveau mandat qui s'ouvrira après les élections, en juillet 2018, nous voulons confirmer ce virage vers plus de souplesse. Nous souhaitons pouvoir prolonger la délivrance d'une carte durant un an ou deux lorsque des journalistes se trouvent face à une situation exceptionnelle liée à leur rémunération ou leur statut administratif.

Ici, c'est une pigiste qui enregistre une forte baisse de revenus car elle a travaillé sur une longue enquête pour la télé qui se trouve finalement annulée. Là c'est un journaliste dont l'employeur s'est mis en tête de ne plus le payer en salaire. Ailleurs, c'est un photographe qui aura passé seulement un contrat de photo « corporate » dans l'année, mais dont la rémunération bien plus avantageuse dépassera des revenus presse pourtant réguliers...

La CFDT revendique de traiter chaque dossier pour ce qu'il est, dans sa complexité. Et refuse que ses décisions puissent mener des confrères et des consœurs à la double peine « plus de carte, plus de boulot ».

La commission sait instituer des aménagements quand la loi est vague ou que la réalité professionnelle évolue. La CFDT compte l'y encourager plus que jamais.

**Vouloir de la souplesse n'est pas une lubie, ce n'est pas non plus encourager la dérégulation ambiante.**

**C'est juste avoir conscience que dans ce monde en mutation, il faut éviter la double peine à ceux qui en sont victimes. Et accorder plus facilement la première carte, ou maintenir dans la carte le plus longtemps possible, pour permettre aux journalistes en difficulté de faire valoir leurs droits du dedans, et avec l'appui de leurs syndicats.**

Telle est notre ambition pour 2018, 2019 et 2020.

*Isabelle Bordes, élue CFDT à la CCIJP, Hakima Bounemoura, élue suppléante.*

# FABRICE NICOLINO: “ L’IDÉE LA PLUS MODERNE DU MONDE ”



Tout s’est comme dilué dans l’air du temps, mais le syndicat reste l’outil de base pour qui entend défendre son emploi, et dans son emploi, ses conditions de travail quotidiennes. Au-delà encore, il demeure comme un repère, comme ce qu’on appelle en mer un amer, point fixe qui permet de retrouver sa route. Et nous avons tous besoin de savoir où nous en sommes. Or un syndicat, quand il est vivant –j’ai eu la chance de connaître de près celui de Bayard–, est une entreprise d’intelligence collective. Et de coopération, évidemment.

Chaque jour qui passe, nous aurons davantage besoin de cet ultime bastion de la solidarité, car notre monde, sur fond de crise écologique, sur fond de crise climatique, semble certains jours sur le point de se disloquer. Comme diraient les Trois Mousquetaires de Dumas, «Un pour tous, tous pour un», ces mots éternels.

*Fabrice Nicolino, candidat titulaire CFDT à la Commission supérieure de la CCIJP*

À quoi sert un syndicat ? Je me le suis demandé tout au long de ma vie professionnelle. Au début, c’était simple: au milieu des années quatre-vingt, j’ai créé une section CFDT dans le groupe Prisma, où il n’en existait pas. C’était comme un impératif, car les chefs d’alors ne faisaient pas de cadeau. Cela n’a guère changé, mais à l’époque, en tout cas, on osait parler haut et clair. Un patron était un patron et les travailleurs des travailleurs.

## UN CONSEIL : ÉCRIVEZ !



Lorsque votre demande de carte de presse risque de poser un problème, n’hésitez pas, prenez votre plume et expliquez-nous votre situation, le plus clairement possible.

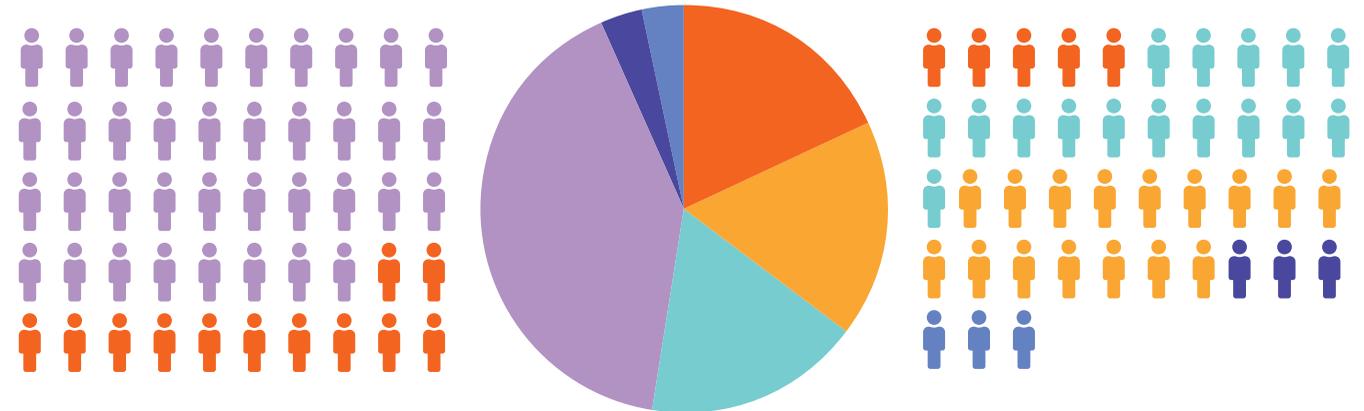
L’un des regrets qu’on a, à la commission de première instance, est de ne pas pouvoir écouter les journalistes pour analyser leurs dossiers de demande.

Un courrier permet d’approcher plus près chaque situation personnelle, de comprendre les difficultés administratives, les accidents de parcours, etc. Il ne garantit pas l’obtention de la carte, mais il facilite largement les plaidoiries en séance plénière, et peut aider à rallier une majorité pour accorder la carte.

Nous, à la CFDT, y sommes particulièrement sensibles.

*Par mail : [contact@ccijp.net](mailto:contact@ccijp.net) ; par courrier postal : CCIJP, 221 rue La Fayette, 75010 Paris*

# LA COMMISSION = 93 PERSONNES ATTENTIVES



### Commission supérieure

**3** représentants journalistes élus (1 titulaire, 2 suppléants),

**3** homologues patronaux désignés (idem), pour siéger à la commission supérieure, instance d’appel, aux côtés de 3 magistrats,

### Correspondants régionaux

**38** journalistes élus (titulaires et suppléants) et autant de correspondants employeurs désignés, pour couvrir les 19 régions de la carte (hormis l’Île-de-France), et recueillir le plus d’informations utiles pour instruire les premières demandes,

### Commission de première instance

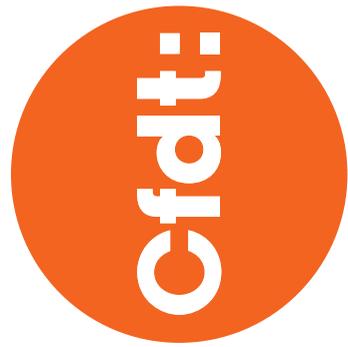
**16** représentants journalistes élus (titulaires et suppléants),

**16** représentants des employeurs (idem), désignés par leurs branches, pour le même mandat de trois ans, qui constituent la commission de première instance, chargée d’instruire et valider les demandes de cartes,

**17** salariés qui accueillent, analysent, archivent les dossiers et font fonctionner la commission.



Suivez-nous sur internet : [www.journalistes-cfdt.fr/](http://www.journalistes-cfdt.fr/) / <http://pigistes-cfdt.fr/> sur facebook : [www.facebook.com/journalistes-cfdt](https://www.facebook.com/journalistes-cfdt) et sur Twitter : @USJCFDT



JOURNALISTES

# ÉLECTIONS À LA COMMISSION DE LA CARTE DE PRESSE

SCRUTIN DU 19 AVRIL AU 17 MAI 2018



© Jean-Claude Courtausse

## POUR DES ÉLUS OUVERTS ET EXIGEANTS

# VOTEZ CFDT !

# COMMISSAIRE RÉGIONAL EN ALSACE : “ DERRIÈRE CHAQUE DOSSIER SE CACHE UNE PERSONNE ”



**« Bonjour je m'appelle Frédéric Marion-Garcia, je suis commissaire régional titulaire à la carte de presse en Alsace. Je vous appelle car vous avez fait une première demande de carte de presse et j'ai un premier avis sur votre candidature à donner à la CCIJP, commission de la carte de presse ».**

Depuis 2015, à près de 70 reprises, j'ai eu ce premier contact téléphonique avec des collègues journalistes résidant dans la région à la recherche du sésame pour entrer dans la profession.

Le dernier cas en date est révélateur. J'ai rencontré Paul\* en 2016 au club de la presse de Strasbourg, où j'étais invité à un « apéro pigiste » pour animer, au côté d'un avocat, une rencontre avec une vingtaine de journalistes pigistes sur le thème de la carte de presse. Paul, un jeune dessinateur de presse de 23 ans reconnu en Alsace, faisait partie de l'assistance. Lui et les autres participants nous ont questionnés

pendant deux heures, certains persuadés que la carte de la presse ne leur apporterait rien de plus, d'autres intéressés au contraire par le sujet et prêts à la demander le moment venu.

## PAUL...

En janvier 2018, la CCIJP m'envoie le dossier de Paul, pour une première demande de carte de presse. Le jeune homme est toujours dessinateur de presse, mais depuis juillet 2017 sa situation a changé. Diplômé de l'École de Journalisme de Tours et de Sciences-Po Strasbourg, Paul multiplie désormais les CDD chez Arte en tant que rédacteur traducteur. Il travaille également comme pigiste pour Rue 89 Strasbourg depuis mars 2017 en tant que reporter, où il réalise des articles et des reportages.

**« Bonjour Frédéric, je me souviens de vous, on s'était rencontré au club de la presse à Strasbourg. Et grâce à vous, j'ai fait mon dossier de demande de carte de presse il y a quelques mois. »**

Après m'être assuré que Paul « rentrait bien dans les cases » pour l'obtention de la carte, et avoir parlé avec lui une bonne demi-heure, vérifiant que son dossier était complet, j'ai rédigé un avis positif, l'ai envoyé à la CCIJP. Et le 15 février 2018, je reçois ce courrier de la CCIP :

**« La Commission a procédé à l'examen du dossier de demande de délivrance de carte établi par Monsieur P. P., pour lequel elle a sollicité votre avis. Nous tenons à vous informer que la Commission a statué favorablement sur sa demande et a décidé de lui attribuer la carte 2018 en qualité de titulaire pigiste ».**

J'envoie un message à Paul dans la foulée lui souhaitant la bienvenue dans la grande famille des journalistes en lui assurant que je demeurais à sa disposition pour tous problèmes ou toutes questions. Message en retour de remerciement.

C'est un dossier parmi les 70 traités. En Alsace, beaucoup de jeunes journalistes, la plupart sorti des écoles, ont obtenu leur première carte de presse. Qu'ils travaillent pour les DNA, L'Alsace, France 3, la radio, le web ou un autre média local ou national.

## ZORA, RAFIK...

C'est par le biais d'Arte que j'ai eu ma plus belle rencontre dans le cadre de mon activité de commissaire. Une demande de carte particulière, celle d'un couple. Zora et Rafik\*, journalistes et documentaristes syriens vedettes dans leur pays, réfugiés en France depuis 2015 et installés à Strasbourg. Travaillant désormais pour Arte, je les ai appelés. Elle parle français difficilement, lui anglais. Euphoriques au téléphone, ils l'étaient encore plus lorsque je les ai informés en octobre 2017 qu'ils avaient tous deux obtenu leur carte de presse française.

**« Bonjour Monsieur Marion, c'est grâce à vous, J'aimerais vous informer que nous avons reçu nos cartes de presse. Nous vous sommes reconnaissants. Merci beaucoup, Zora et Rafik ».**

Et puis il y a ces messages de remerciements qui font chaud au cœur comme celui de Julien\*, jeune JRI à strastv.com, une web tv strasbourgeoise, après l'obtention de sa carte: « Quelle bonne nouvelle ! Merci beaucoup pour votre

soutien et votre bienveillance ! De nouvelles portes s'ouvrent pour moi. Encore merci pour tout ! ».

## ... ET LES AUTRES.

Rappelons aux jeunes journalistes, qui sont en priorité ceux qui font une première demande de carte de presse, et qui ne connaissent pas toujours les avantages que peuvent leur procurer cette carte, qu'en tant que pigiste notamment, elle devient un vrai sésame et permet également de justifier d'une ancienneté dans la profession auprès de ses divers employeurs. C'est ce que je tente d'expliquer en tant que commissaire régional à tous les jeunes qui entrent dans la profession, que ce soit lors d'interventions dans les clubs de la presse ou aux 48 heures de la pige. Mon actuel mandat prendra fin en juin 2018. Après ces trois années enrichissantes, j'ai envie de continuer tant l'échange m'a beaucoup appris et apporté. Comme j'aurais aimé avoir un interlocuteur à mon écoute en 1994 quand j'ai obtenu ma première carte de presse n°76 468.

Car comme j'aime à le rappeler souvent, je ne traite pas seulement un dossier. Derrière chaque dossier se cache une personne.

**Frédéric Marion-Garcia  
Commissaire titulaire régional  
à la CCIJP  
Élu CFDT pour la région Alsace**

\* « les prénoms ont été modifiés »,  
comme c'est devenu l'usage !

## QUOTIDIENS RÉGIONAUX : RESTRUCTURATIONS, SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ET DIGITAL FIRST

Tout se passe comme si la restructuration à «La Voix du Nord» (Lille) dès 2016-2017 avait été une prémisse, sinon un laboratoire. Les «redéploiements» et autre caps sur le «web/digital first» battent leur plein également dans le groupe «Ouest France», mais aussi dans l'ensemble Ebra : pour les quotidiens de l'Est de la France, comme à Lyon pour «Le Progrès».

### \* A L'Est de nouvelles charrettes

Les journaux de Lorraine et d'Alsace ont été les premiers touchés par les plans de restructuration lancés dès son investiture, en septembre 2017, par Philippe Carli, nouveau patron du groupe Ebra, le pôle presse du Crédit Mutuel. Cinquante-neuf emplois viennent d'être supprimés au Républicain Lorrain (Metz) et soixante-dix vont l'être à L'Alsace (Mulhouse). Dans les deux cas, Philippe Carli applique le même schéma : il démonte

les rotatives dans chacun des titres concernés, dont il confie l'impression à L'Est Républicain (Nancy) dans le premier cas, aux DNA (Strasbourg) dans le second. Ce faisant, l'actionnaire conforte la structure de son groupe de presse, articulée sur des pôles régionaux réunissant des titres naguère concurrents. L'objectif vise à réduire les coûts de production et la masse salariale.

Cette première charrette de 130 emplois ne vise que les secteurs techniques. Des plans de départs volontaires sont également en discussion à Nancy et à Strasbourg. Philippe Carli reconnaît que cela ne sera pas suffisant pour réussir la mission imposée par le Crédit Mutuel : assainir les comptes avant la fin 2020. Il compte sur de «nouveaux revenus», en particulier sur le web et a lancé parallèlement, à l'échelle du groupe, le projet «Digital First». Cette subordi-

nation des contenus - papier et web - à l'audience inquiète d'autant plus les rédactions qu'elle s'accompagne d'une mutualisation de plus en plus poussée. Non seulement Philippe Carli n'a pas remis en cause la gouvernance commune au Républicain Lorrain, à L'Est Républicain et à Vosges Matin (Epinal) - même direction générale, même rédacteur en chef -, mais le partage de l'impression s'accompagne d'une uniformisation éditoriale, avec un chemin de fer unique et la multiplication des pages communes.

Selon la direction du Républicain Lorrain et de L'Est Républicain, la mise en œuvre progressive du «Digital First» débutera effectivement en septembre 2018, et s'accompagnera d'une «réorganisation» des rédactions dont les représentants du personnel et les syndicats demandent d'être informés en amont, sans succès jusqu'à présent.

## À OUEST-FRANCE, 126 POSTES EN MOINS

La direction a engagé un grand chantier de réorganisation à la rédaction l'an dernier : nouvel outil (eidos), info «web first», monétisation du site, création de postes des secrétaires de rédaction (SR) multimédias et suppression des anciens adjoints multimédias (qui étaient plus localiers), nouvelle maquette, et d'autres projets d'organisation pour gagner des effectifs au secrétariat de rédaction.

Après 13 séances de négociation, la direction a ajourné les discussions en juin. Depuis, rien, sauf des réunions de «non négo» où elle nous présente son projet par petits bouts. Et prépare le déploiement de son projet alors qu'il n'était qu'en «test» dans 2 départements sur 12.

Cela fait des mois qu'on s'insurge, qu'on boycotte ces fausses négos, et on vient

enfin de mettre un terme à cette mascarade.

Le CE, qui devait être consulté sur le projet, a exigé d'avoir l'avis motivé du CHSCT. Qui lui-même n'avait pas de réponses de la direction.

Bref, le CE a menacé la direction de recourir à la justice, et la direction a reculé le déploiement de l'outil (et donc de la monétisation, mais pas de tout le reste...), et accepté de reprendre des négociations. On reste très vigilants, car l'ordre du jour de la prochaine réunion ne comporte que deux points alors qu'on en compte au moins six.

Pour l'instant les représentants des salariés sont en intersyndicale, mais on peut dire que la CFDT a été en pointe pour vraiment mettre tous les dossiers sur la table.

Et on reste très inquiets car la présentation de la stratégie de l'entreprise prévoit la suppression d'ici à trois ans de 126 postes (soit environ 10% de l'effectif), donc 76 équivalent temps plein à la rédaction...

À mettre en relation avec les 72 postes vacants pourvus par des CDD, cela fait craindre le risque de «plan social caché» que la CFDT dénonce depuis plus d'un an. On fait des pieds et des mains contre cette situation, alertant, en vain, l'inspection du travail, tentant de mobiliser les CDD eux-mêmes. Mais ils sont tous attirés par un CDI au journal, et ne veulent pas faire de vagues...

## LE PROGRÈS ENTRE WEB ET « DÉPARTS VOLONTAIRES »

... Si tu aimes filmer, tweeter, écrire et photographier en même temps.

DÈS QUE LA MANIF EST FINIE, JE RÉDIGE, J'ENREGISTRE LA VOIF OFF, JE FAIS LE MONTAGE, ET JE PUBLIE DANS LA FOULÉE SUR LES RÉSEAUX...



Sur un effectif d'environ un demi-millier de personnes, le quotidien lyonnais «Le Progrès» se propose de supprimer 77 postes. Début mars, la stratégie du titre a été expliquée en CE : priorité au développement du web et cela passe par une restructuration des effectifs et des moyens. Ainsi a été monté un «plan de départs volontaires» (PDV) touchant sur plusieurs mois 27 postes à la rédaction, 20 dans les services techniques et 30 autres sur les tâches administratives.

Seront également regroupés des services au sein de la rédaction centrale lyonnaise, et des moyens fusionnés dans les rédactions locales. Comme dans l'ensemble du groupe Ebra auquel appartient Le Progrès, la priorité va donc entre Rhône et Saône à l'essor du digital, avec des économies sur le print (le papier) et le back-office. Et en contrepartie pas d'embauches sinon juste de quelques spécialistes du web.

## «JOURNALISTES, LA CFDT À VOS CÔTÉS»

**cfdt:**  
JOURNALISTES

**JOURNALISTES LA CFDT À VOS CÔTÉS**

**PRESSE ÉCRITE AUDIOVISUELLE ET EN LIGNE LES JOURNALISTES ONT DES DROITS...**

JOURNALISTES-CFDT.FR

Un guide pratique fait par et pour les journalistes avec, en détails, tout ce qu'il faut connaître :

- la profession,
- salaire et pouvoir d'achat,
- conditions de travail,
- emploi et parcours professionnel,
- dialogue social,
- questions juridiques,
- adresses.

**En 36 pages, format poche, pour tous les journalistes presse écrite, audiovisuelle et en ligne.**

**Gratuit, demandez-le aux militants de CFDT Journalistes.**



Frédéric Marion-Garcia, Secrétaire général  
CFDT-Journalistes et Laurent Berger

*À la CFDT nous pensons qu'il n'y a pas de démocratie sans une presse libre et diverse. Et, pour garantir cette liberté et cette diversité, il faut des journalistes sécurisés dans leur emploi et dans leur parcours professionnel.*

*La carte de presse est et doit demeurer le premier moyen de reconnaissance professionnelle des journalistes et l'instrument privilégié de lutte contre la précarité et de sécurisation des journalistes dans toutes les évolutions de leur vie professionnelle.*

*Avec les élections à la commission de la carte d'identité des journalistes professionnels, vous aurez la possibilité de voter pour des candidats qui connaissent votre métier et peuvent s'appuyer sur toutes les ressources qu'offre une organisation interprofessionnelle et intercatégorielle afin de mieux vous défendre et vous accompagner.*

*Ces candidats, ce sont ceux de la CFDT.*

*Je leur apporte tout mon soutien et vous invite à voter pour eux.*

Laurent Berger  
Secrétaire général de la CFDT

## LES ÉLECTIONS EN PRATIQUE

- 1/** Il faut avoir sa carte de presse 2018.  
En ce début avril, il est plus que temps de la demander ou de la faire renouveler !
- 2/** Le scrutin en ligne ouvre le jeudi 19 avril pour se clore le jeudi 17 mai à 13h. N'attendez pas la dernière minute...
- 3/** Lisez bien les professions de foi qui seront envoyées par courrier et seront accessibles sur le site de vote en ligne.  
Et si celle de la CFDT ne vous convainc pas complètement, n'hésitez pas à nous solliciter par mail pour plus d'informations sur [journalistes@f3c.cfdt.fr](mailto:journalistes@f3c.cfdt.fr).

## TROIS BONNES RAISONS DE VOTER CFDT-JOURNALISTES

- pour rééquilibrer les forces en présence, tant à la commission plénière qu'en région
  - pour donner du poids à des représentants souples dans le traitement des dossiers
  - pour choisir une approche intercatégorielle et ouverte, qui replace les journalistes dans un grand tout, le monde du travail
- ... Et puis, ce serait idiot de ne pas prendre la parole quand on nous la donne !

USJ-CFDT

47-49 avenue Simon Bolivar 75019 Paris

Tél : 01 44 61 76 22

E-mail : [journalistes@f3c.cfdt.fr](mailto:journalistes@f3c.cfdt.fr)

[www.journalistes-cfdt.fr](http://www.journalistes-cfdt.fr)

Directeur de la publication : **Frédéric Marion-Garcia**

Ont collaboré à ce numéro : **Isabelle Bordes, Hakima Bounemoura, Jean-Claude Coutausse, Michel Garicoix, Bernard Maillard, Jean-Jacques Nerdenne, Fabrice Nicolino.**

Conception graphique : **Pierre-Luis Martinez**

Impression : **Promoprint**, Paris 18<sup>e</sup>

ISSN : 1163-1567 CPPAP : 1545 D 73